

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/En-Argentine-presque-un-million-de-personnes-payent-pour-de-l-eau-privatisee-non-potable>

En Argentine presque un million de personnes payent pour de l'eau privatisée non potable.

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -
Date de mise en ligne : lundi 13 octobre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Dans au moins quatre communes de la banlieue de Buenos Aires les entreprises distribuent de l'eau avec un taux de nitrates supérieur à celui autorisé. Clarin l'a vérifié avec des analyses de laboratoire de la Faculté d'Agronomie de l'UBA (Université de Buenos Aires). Cela implique des risques sérieux pour la santé. Et l'organisme régulateur ne fait rien pour le corriger.

La promesse rutilante des années 90 disait que les argentins allaient vivre comme en France ou aux Etats-Unis. Jouir des meilleurs services publics, des délices du Premier Monde. Mais à peu de kilomètres de la Capitale, deux entreprises privatisées vendent de l'eau qui n'est même pas potable à environ un million de personnes. Une enquête de Clarin a prouvé qu'au moins dans quatre communes de la banlieue de Buenos Aires, les habitants reçoivent de l'eau qui possède une forte teneur en nitrates, des sels dont la consommation importante est nuisible pour la santé des femmes qui allaitent ou de celles qui sont enceintes et ni les entreprises, ni l'organisme provincial de contrôle ne les informent de ce danger. Et ne font rien pour le résoudre.

Les nitrates sont une forme d'azote qui est présente dans l'eau, dont la quantité augmente dans les eaux souterraines avec la pollution que les gens provoquent par des fosses septiques mal faites et l'utilisation de certains détergents et fertilisants. Comme la médecine a vérifié que son ingestion est dangereuse pour les femmes qui allaitent et potentiellement aussi pour les adultes, le Code Alimentaire Argentin a établi une limite de 45 milligrammes de nitrates par litre pour considérer qu'une eau est potable.

Mais comme Clarin a pu le vérifier avec l'analyse de 22 échantillons d'eau pris dans sept communes de Grand Buenos Aires et analysés par le laboratoire de Sols, Eaux et Végétaux de la Faculté d'Agronomie de l'UBA, dans quatre secteurs on vend de l'eau avec des nitrates jusqu'à 90% au-dessus de cette limite. Le gardien du bâtiment de Perón 1621, à deux rues du bureau de Aldo Rico dans la municipalité de San Miguel, a accepté de remplir un flacon avec de l'eau du robinet avec lequel il lave la rue : comme la prise d'eau est faite directement depuis le réseau et avant de passer par le réservoir, il n'y avait pas de possibilités de contester les résultats de l'analyse au cas où ils seraient mauvais. Et il en a été ainsi : l'échantillon contenait 72.5 milligrammes de nitrates par litre. Comme les habitants de ce bâtiment, tous les propriétaires des maisons, commerces et entreprises de lavage de voitures de San Miguel, Moreno et Merlo où Clarin a pris des échantillons d'eau du réseau pour l'analyser, reçoivent de l'eau non potable, avec des valeurs comprises entre 56.8 et 85.6 mg/l. Dans ces trois communes, ce sont les 533.217 les clients auxquels l'entreprise Aguas du Grand Buenos Aires (AGBA) pourrait être en train de vendre de l'eau contaminée par des nitrates.

Paradoxalement, les prises effectuées dans deux puits domiciliaires de cette zone, qui ne sont contrôlés par personne et pourraient bien offrir de l'eau en mauvais état, ont montré de bons indices : 19.6 mg/l dans un puits de Merlo et 13.9 dans un autre de San Miguel. Ce qui est remarquable c'est que AGBA a été autorisée à fermer de force ce type de puits.

Tres de Febrero est un secteur compliqué. Les deux échantillons correspondant à la zone assurée par Aguas Argentina, du français Suez-Lyonnaise des Eaux, ont donné une forte teneur (65.3 mg/l en Ciudadela et 52.3 dans des Caseros) ; celle du quartier Pablo Podestá, servie par la coopérative Comaco a 71 mg/l et celle d'un puits « maison » de ce même quartier a battu le record avec 138,9. Il vaut mieux pour les clients que Aguas Argentinas s'occupe du Tigre et du Morón, où on a enregistré des valeurs normales, entre 6.3 et 21.3 mg/l. En Esteban Echeverria, où l'entreprise admet distribuer de l'eau souterraine, elle a obtenu de baisser les nitrates en mélangeant l'eau du puits qu'ils donnaient haut avec d'autres non contaminées.

En Argentine presque un million de personnes payent pour de l'eau privatisée non potable.

Si la population de Moreno, Merlo et San Miguel dont est en charge AGBA nous ajoutons les 280.500 clients que Aguas Argentinas a à Tres de Febrero, au moins 813.717 personnes reçoivent dans leur maison de l'eau non potable. Mais si nous tenons compte en outre que tous les échantillons correspondant à AGBA sont hors de la loi et que l'entreprise assure le service dans quatre autres secteurs, la quantité potentielle de personnes touchées pourrait être d'un million de personnes.

Le plus grand danger des nitrates concerne les bébés et les femmes enceintes, dont le sang pourrait rester sans oxygène par une maladie appelée méthémoglobinémie. Bien que les niveaux détectés dans la banlieue ne soient pas mortels, les responsables de la santé estiment que ce serait préférable qu'ils boivent de l'eau d'une autre source. Ils insistent aussi sur le fait qu'il est toujours mieux d'être relié aux réseaux d'eau et des égouts, dont le service est techniquement contrôlé et lui-même contrôlé par l'État. Ou du moins c'est comme ça que devrait se passer.

Pour l'ingénieur Oscar Natale, coordinateur du Programme National de Qualité de l'Institut National de l'Eau, ce qui arrive est un scandale. "Il ne savait pas que dans quelques lieux on distribuait de l'eau non potable. Je ne puis pas le croire", s'énerve-t-il.

Consultée par Clarín, la gérante du laboratoire central de Aguas Argentinas, Daniela Reca, a été surprise par les résultats des échantillons pris à Tres de Febrero : "C'est impossible que les résultats soient mauvais parce que dans cette zone nous fournissons de l'eau du Rio de La Plata" (où les nitrates sont généralement faibles).

Les analyses d'échantillonnage que l'entreprise ont montré à Clarín dans le laboratoire de Aguas Argentinas, ne montrent pas de problèmes de nitrates. Mais en ayant connaissance, les personnes en charge à l'UBA pour cette recherche, ont promis de vérifier ce qu'il passe.

AGBA, à son tour, a envoyé à Clarín une décharge sans signature qui essaye de justifier le manque de qualité de son service en se protégeant derrière un décret de 1974. Seulement, selon le contrat de concession ce décret a perdu sa validité le 3 janvier dernier.

Un État qui accorde Tandis que la privatisation des Oeuvres Sanitaires de la nation - qui sur la Capitale et 17 communes de la banlieue emporté par Aguas Argentinas - a été conduite par le Gouvernement national en 1993, la concession des services eau courante et des égouts dans 50 communes de Buenos Aires a été menée en décembre 1999. Alors, Aguas du Grande Buenos Aires - un consortium intégrant le groupe italien Impregilo et les Espagnols Dragados et Aguas Bilbao Bizkaia - a payé une redevance de 1.26 millions de dollars pour servir pendant 30 années les habitants de Escobar, de Général Rodríguez, José C. Paz, de Malvinas Argentinas (homonymes des îles Britanniques), Merlo, Moreno et San Miguel.

Le problème des nitrates dans les eaux souterraines de la zone était alors bien connu, bien qu'il ne fut pas été une priorité de le résoudre. C'est que, comme le reconnaît un rapport de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) publié dans Internet, les dépenses d'AGBA pour la période 2001-2003 ont été utilisées pour "améliorer la viabilité de la concession en augmentant le nombre de clients et en réduisant la lenteur des paiements des factures". Alors on a remarqué que : tandis qu'en 2000 l'eau courante arrivait seulement à 25.3% et les égouts à 15.1% des maisons dans le secteur de la concession, les proportions ont monté à 38.5% et 20.1% l'année passée, et pour 2005 ils promettent de doubler la couverture. Mais la qualité de l'eau ne s'améliore pas.

Plus notoire encore, la capricieuse superposition de lois et de décrets qui montent et baissent la limite de nitrates tolérée pour l'eau potable. Bien que le Code Alimentaire Argentin -loi nationale de 1969 réformée par la dernière fois dans 1994- établit à 45 milligrammes par litre, la loi provinciale n° 11.820 de 1996 exige un maximum de 50 mg/l, le même paramètre que, en accord avec les dernières découvertes de la médecine, recommande l'Organisation Mondiale de la Santé.

Cette limite, inexplicablement moins exigeante que celui de la loi nationale, est aussi celle qui figure dans le contrat

En Argentine presque un million de personnes payent pour de l'eau privatisée non potable.

de concession. Mais, pourquoi même celle-ci n'est pas respectée ? La réponse de l'Organisme Régulateur d'Eaux de Buenos Aires (ORAB), est incroyable : dans une note dirigée à Clarin - seule réponse aux réitérées demandes de rendez-vous -, le titulaire de l'organisme, Luis Sanguinetti, fait appel à un décret de 1974 pour justifier le silence de l'entité face aux excès du concessionnaire. Curieusement, c'est le même décret avec lequel on a voulu défendre AGBA.

Effectivement, le décret provincial n° 6.653 coïncide avec le Code Alimentaire dans la limite de 45 milligrammes de nitrates par litre d'eau, mais dans un appel de pied de page il est contredit en disant que l' "eau avec une teneur en nitrate entre 46 et 100 mg/l est qualifiée comme "chimiquement potable, non apte pour la consommation de nourrissons". Clairement, outre le fait qu'un décret ne puisse pas être antéposé à une loi, une exception semblable devrait être accompagnée par un avertissement public sur le risque que ces valeurs impliquent pour les femmes allaitant et les femmes enceintes, ce qui n'est pas le cas dans la zone visitée par Clarin.

Mais cela n'est pas tout : il y a quatre mois, le gouverneur Sola (de la province de Buenos Aires) a signé jusqu'à présent l'inconnu décret 878, qui remplace l'ORAB pour un futur super entité (l'Organisme de Contrôle d'Eaux Buenos Aires, d'OCABA) et modifie substantiellement le cadre régulateur des actuelles et futures concessions.

Parmi les changements, il crée une commission de notables qui fixera "les conditions que doit réunir l'eau pour être considérée potable" dans chaque secteur de la province, et elle établit une différence subtile mais significative entre "eau potable" (qui remplit les conditions "avec toutes les limites imposées") et "eau courante pour la consommation humaine", qui ne remplit pas quelques unes des limites "mais dont l'ingestion peut être autorisée pour des périodes limitées".

Pour parler franchement : si comme le Gouvernement le cherche, ce décret obtient une ratification législative, dans la province de Buenos Aires, il y aura tant de standards pour la qualité de l'eau comme ceux que l'énigmatique commission de notables accepte, et il ne sera déjà plus illégal que les fournisseurs du service vendent à leurs clients de l'eau "courante" mais non nécessairement "potable". Une véritable combinaison à la mesure des difficultés auxquelles ils font face pour offrir un service rentable.

L'enquête sur la vente d'eau non potable par AGBA a été ouverte il y a cinq mois par le conseiller municipal de San Miguel et par le représentant du parti politique ARI, Alberto Novo. Une étude du 2001 avait révélé que beaucoup de puits d'eau faits « maison » dans des maisons proches de la rivière Reconquista étaient contaminés, et Novo a voulu savoir comment était l'eau du réseau : deux analyses, effectuées par le Centre d'Ingénieurs du Nord-ouest Adolfo Sourdeaux et l'Université de Général Sarmiento ont détecté des valeurs de nitrates jusqu'à 70% plus hauts que le seuil légal. Mais aucune de ses dénonciations a été prise en charge.

La dévaluation a installé entre le Gouvernement et les privatisées une confrontation féroce sur la pertinence d'une augmentation éventuelle de tarifs, et ces mêmes urgences économiques ont attiré le regard de beaucoup d'utilisateurs sur le niveau des prix plus que sur la qualité du service rendu par les entreprises. Mais tout n'est pas ce qu'il paraît. En février de cette année, quelque 350 membres d'assemblées populaires de Merlo ont été frappés avec des pierres et des battons par "des militants présumés du PJ" quand ils manifestaient, notamment, pour dénoncer que AGBA leur vend de l'eau contaminée. Leurs réclamations sont encore en suspens.

[Clarín, du 12 octobre 2003](#)

[Contact pour cet article](#)

En Argentine presque un million de personnes payent pour de l'eau privatisée non potable.

Post-scriptum :

Traduction pour El Correo : Carlos Debiasi